

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX: 0,60 NF

N° 123 - 17 NOVEMBRE 1962

EXCLUSIF APRES LE VERDICT DE LIEGE

par Colette
AUDRY

**Cette fois vous
voterez P.S.U.**



Suzanne VANDEPUTTE et son avocat.

Infliger à un enfant-phoque qui « avait un cerveau », des années et des années d'une vie misérable et atrophiée, toute une vie invivable, c'eût été cela le vrai crime. Hypocrite et lâche, de surcroît...

Dans une société organisée, on ne fait pas justice soi-même. Mais que faire quand les lois n'ont rien prévu ?

(Page 12)

**ET VOUS
RELEVEREZ
LE DEFI
GAULLISTE**

(Page 3)

*L'Université
veut un
ministre à
part entière*

(Page 9)

LA VRAIE FAILLITE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Après avoir estimé, le 2 octobre, que le référendum prévu était contraire à la Constitution, le Conseil constitutionnel, le 6 novembre, se déclare incompétent.

Pour les sages du Palais-Royal, on apprend à tout âge.

(Page 4)

**QUATRE ANS
DE CRISE
PERMANENTE**

Notre double-page photos

(6-7)

Un
nouveau
Decazeville
à Vierzon

(Page 8)

A la R.T.F. on prend le vent

AU soir du référendum, l'atmosphère n'était pas à la confiance dans les rédactions du Journal Parlé de la R.T.F.

La majorité, à partir de laquelle le jugement du général de Gaulle devait s'affirmer « non aléatoire », se faisait attendre. Aussi quelques incondionnels, assez pâles, pensaient-ils à des lendemains pénibles... pour eux. D'où une affabilité feinte et des tentatives pour trouver des alliés éventuels. L'un d'eux, plus pessimiste que ses confrères, s'approchant d'un collègue M.R.P. (était-il « oui » ou « non », ce dernier) lui glissa dans l'oreille : « Il ne faut pas oublier que l'ennemi de demain est, avant tout, le communisme ; contre lui, l'union est indispensable. »

Mais le lendemain, l'U.N.R. triomphait dans la manipulation des résultats... et il n'était plus question d'union. Tout au moins pour l'instant ! L'argument, connu depuis longtemps, peut néanmoins resservir.

Les Grandes-Carières

M. SY (indépendant) et M. Pado (Centre républicain) se sont attaqués à la circonscription des « Grandes-Carières », dans le 18^e arrondissement, pour faire face à l'intrusion de M. Sanguinetti (U.N.R.) Si l'un et l'autre sont dé-

voués à leur tâche, on constate vite que le « cartel des non » s'écartèle et qu'il ne reste plus devant M. Sanguinetti que deux hommes, avant tout soucieux de déclarer l'un et l'autre que le site de Montmartre a été préservé grâce à eux. A partir de ce point, d'accord, l'ordonnance des campagnes se différencie.

— J'ai été à l'U.N.R., déclare M. Pado, mais je suis passé aux indépendants.

C'est pourquoi il n'y aura pas de « gorilles » dans la salle.

D'ailleurs M. Pado est trop visiblement préoccupé des préoccupations de ses élections pour se préoccuper d'en avoir peur. Il dit combien c'est vrai que ces préoccupations l'intéressent. Et il démontre devant 70 personnes qu'il n'est pas logique de dire que ces préoccupations ne l'intéressent pas. Et il montre alors comment il est impossible qu'il en soit autrement. En effet, qui dit : arrondissement dit : la France entière.

Le problème de la France devient donc le problème du 18^e arrondissement. Il faut donc d'abord gouverner la France pour donner au 18^e arrondissement ce qu'il demande.

M. Sy raisonnait de la même façon, le même soir, mais sous un autre préau de l'arrondissement. Il expliqua à son auditoire qu'il devrait le députer, parce qu'il avait rempli consciencieusement sa tâche de député, remplaçant de M. Pecestaing décédé avant l'échéance de son mandat.

M. Sy se sentait l'obligation morale de se présenter devant les électeurs de son

« titulaire » afin de poursuivre sa tâche.

Mais cette obligation morale ne paraissait pas très lourde : on comptait douze personnes dispersées sur les bancs.

Il s'agit de s'entendre

POUR la proclamation des résultats des élections, le ministre de l'Intérieur a décidé de classer les candidats sous onze dénominations, correspondant, dit-il, aux différentes étiquettes arborées.

Toutefois, en partant de la « gauche » vers la « droite », on compte : le P.C.F., l'extrême-gauche, la S.F.I.O., et... jusqu'à l'« extrême-droite », amalgame des poujadistes et indéterminés.

On ne relève pas la dénomination P.S.U., lequel est classé parmi « l'extrême-gauche » et considéré comme un « crypto » (Gérard, R.T.F. dixit).

Comme on écrit l'histoire ! Mais le directeur du Journal parlé a une idée encore plus lumineuse. Il voudrait qu'un classement soit établi, représent, d'un côté, ce qu'il appelle le « syndicat du oui », de l'autre, le « syndicat du non ». Ce qui, dans son esprit, devrait démontrer ceux qui sont pour la V^e République (Malraux bénissant) et les autres.

Ses collaborateurs lui ont fait remarquer que des « non » pouvaient être, néanmoins, pour la V^e et le général, et de citer expressément M. Guy Mollet, entre autres.

Et aussi qu'il y avait un grand risque d'enterrer trop rapidement la V^e République.

Peut-être certains pensent-ils que la pauvre est déjà moribonde, mais l'euthanasie est proscrite à la radio d'Etat... et puis, sait-on jamais de quoi demain sera fait.

Tout ça n'est pas simple...

Emission de « bruits »

LORS de la séance solennelle de la rentrée universitaire, plusieurs étudiants avaient réussi à entrer dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

A l'évocation de certains noms, ils se firent remarquer par la police de Papon (présent dans la salle... comme intellectuel peut-être).

Mais quand le recteur présenta l'excuse du Chef de l'Etat, ils rirent. Mal leur en prit, car ils furent arrêtés et, au commissariat, inculpés « d'émission de bruits ».

Probablement le fameux mur du çon du « Canard enchaîné ».

La ligne

LE FIGARO rapporte la controverse qui a opposé, à Rueil, M. Palewski, candidat U.N.R., et un sympathisant P.S.U. Celui-ci :

— De Gaulle a tué l'esprit civique. C'est Napoléon III à l'Elysée...

— Napoléon III ? répond M. Palewski. En 1958, il aurait pu l'être, mais il est trop démocrate pour cela. La preuve ? Il consulte, avant tout, le peuple.

On se souvient de ce tout. C'est le Parlement. Or ce tout n'est rien pour M. Palewski. Alors pourquoi veut-il qu'on l'y envoie ?

— N'êtes-vous pas gêné de vous être recommandé, en 1958, de Léon Delbecq et de Jacques Soustelle ?

— Pas du tout, répond M. Palewski. J'ai été fidèle à ma ligne, alors qu'eux, eux seuls, ont largement dévié.

C'est bien vrai. Pendant que de Gaulle se dirige lentement vers Colombey, Soustelle devie doucement vers l'Elysée.

L'école maternelle

UNE réunion pleine de pittoresque s'est déroulée à l'école de la rue Chaptal, le vendredi 9 novembre, où M. Kaspereit défendait les thèses de l'U.N.R. Son ton distingué, la manière élégante et soignée avec laquelle il lisait son discours, le respect plein d'émotion avec lequel il citait les paroles d'André Malraux ou bien celles du général de Gaulle avaient conquis l'auditoire.

Le nom du général de Gaulle n'arrivait jamais immédiatement. Il était précédé d'une légère aspiration qui répandait le silence. Soudain l'orateur le proférait et « Il » était dans la salle.

L'orateur s'appliqua à développer combien la France était riche. L'auditoire n'a pas retenu tous les chiffres énumérés par lui. Il était beaucoup question de caisses. Et puis de la jeunesse.

— La jeunesse, dit l'orateur, fera de la France une nouvelle France d'ici à trois ans.

L'auditoire comprit vite que M. Kaspereit ne devait pas être seul à se présenter dans la circonscription, parce qu'il lui fut expliqué pour quoi il était peu fourni. L'opposition fut vilipendée. D'abord parce qu'elle présentait neuf hommes contre un : M. Kaspereit. Ensuite, parce que ces neuf hommes étaient vieux, lâches, inutiles ou bien « des politiciens aigris par la haine ».

C'était très beau. Il y avait des gens qui applaudissaient et puis d'autres qui ne le faisaient pas.

A la fin de la séance, un contradicteur vint devant la tribune. On l'interrompit très vite, parce qu'il disait être un démocrate. On le bouscula à sa place. Il y avait dans la salle six surveillants qui empêchaient l'assistance de contredire M. Kaspereit. Un opposant fit remarquer que « c'était ça le régime ! Personne ne souffla mot. »

Mais la séance fut levée rapidement. Les contradicteurs furent jetés dans la cour par les gros surveillants qui leur reprochèrent de ne pas avoir d'organes génitaux. C'était, il est vrai, l'heure de la récréation.

M. Kaspereit aura défendu



(A.D.P.)

« Six surveillants »

le point de vue de ses chefs avec persévérance. Et on aura bien senti qu'il était obligé de « construire une Europe qui formerait bientôt un ensemble fermé et redoutable ».

Il parvint ainsi à la fin de son exposé. La contradiction l'énervait. Il n'avait rien à lui opposer que ces aménités à la mode en 1875, dans les réunions électorales de nos campagnes : « Vous êtes jeune, monsieur, dites-vous ? Eh bien ! vous feriez mieux de vous taire... »

Jamais une école maternelle n'aurait pu mieux convenir à une réunion électorale que l'école de la rue Chaptal aux agacements de M. Kaspereit et aux brutalités écolières de ses supporters.

Le billet de Jean Binot A l'échelle humaine

EST-CE assez dire que les jurés de Liège ont rendu le jugement que toute conscience droite attendait d'eux ? Ils ont jugé à l'échelle humaine — ils ont aussi condamné les tartuffes.

Car enfin le respect sacré de la vie, le rappel de ce respect, dans la bouche ou sous la plume de quelques-uns de quoi s'indigner, sinon de quoi surprendre.

Se dresser contre l'acte lucide et désespéré qui abolit les indécibles souffrances d'un être à jamais retranché, au départ, de la vie humaine lorsqu'on s'est tu si longtemps sur les assassinats, les tortures, les « disparitions » qui nous ont peu ou prou déshonorés, brandir contre ce seul acte les foudres de la loi divine et jeter sur tous les autres l'épais manteau de Noé, c'est se juger soi-même.

En ces temps livides où l'on tue pour rien, où la raison d'Etat tient enfermés des condamnés à mort et les fait se demander indéfiniment s'ils mourront, les juges de Liège viennent de jeter tout à coup un rayon de lumière ; il faut leur dire merci.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET



LE DEPUTE 1963 : 1. La mèche de Michel Debré. — 2. L'œil de Frey. — 3. Le nez de Duclos. — 4. La bouche et le menton de Mollet. — 5. Les lunettes de Maurice Schumann. — 6. La rondeur de Thorez. — 7. Les bas du sportif Chaban-Delmas. — 8. Les chaussures d'Herzog.

Vive le sport

M. MARCILLAC, finalement, ne se présente pas aux élections (sur une liste U.N.R.), mais nous avons eu un avant-goût du style de l'homme, dimanche dernier, lorsque nous le vîmes paraître en petite culotte, « pour faire comme si », à Sport Dimanche. Tout le monde sait que la V^e République marque la



(Keystone).

Maurice HERZOG

renaissance du sport français. A Lyon, M. Herzog présidait (en pantalon long, lui) le Comité Olympique et, négligemment, on a appris que Lyon pourrait peut-être devenir le lieu privilégié des prochains jeux olympiques, si... Sans vouloir lier la chose, rappelons quand même, pour information, que M. Herzog est candidat UNR à Lyon. Vive le sport.

Pour relever le défi gaulliste

RENDONS pour une fois hommage à de Gaulle : son discours du 7 novembre ne contient plus aucune des formules ambiguës grâce auxquelles, depuis quatre ans, il s'est méthodiquement employé à dissimuler ses desseins véritables. Tout est clair désormais : de Gaulle est décidé à imposer à la France un régime plébiscitaire, fût-ce au prix d'une épreuve de force.

Après ce discours, il ne sera plus possible d'entretenir les illusions qui ont jusqu'ici servi aux gaullistes pour camoufler la nature réelle du régime que leur maître veut instaurer. C'est un refus hautain et hargneux de tout compromis, de toute recherche pour faire semblant d'accommoder son maintien au pouvoir avec le maintien des formes les plus élémentaires de la démocratie politique.

CE refus concerne d'abord les partisans naïfs ou trop habiles d'un régime présidentiel de type américain. A la veille du référendum, des hommes comme Maurice Duverger nous ont expliqué qu'il fallait voter oui pour introduire en France l'élection du chef de l'exécutif par le suffrage universel ; cette étape franchie, il serait alors facile, nous disaient-ils, d'introduire dans le système les corrections nécessaires : réduction de la durée du mandat du président, disparition du Premier ministre et de sa pseudo-responsabilité devant le Parlement, suppression du droit de dissolution, abrogation de l'article 16. De Gaulle leur signifie qu'il veut un Parlement totalement asservi et qu'au besoin, pour achever de briser les résistances, il usera du référendum à répétition, ce qui est le trait essentiel du régime plébiscitaire. Ce n'est pas le régime américain qui nous est offert, mais celui de Napoléon III.

DEUXIEME illusion sacrifiée : celle d'un de Gaulle rendu accommodant par la diminution considérable du nombre des oui au scrutin du 28 octobre. Celui-ci, c'est incontestable, a été un avertissement. Mais le discours du 7 novembre montre clairement que de Gaulle se refuse à l'entendre ainsi. L'échec du R.P.F. entre 1947 et 1951 lui a seulement appris à composer et à biaiser juste autant qu'il était nécessaire pour reconquérir le pouvoir, pour s'y consolider, pour l'utiliser dans une première phase à détruire les forces d'opposition démocratiques par un travail sournois d'érosion. Il ne l'a nullement conduit à

abandonner ses conceptions : après quatre ans de dissimulation, il retrouve le ton et les thèmes du discours de Bayeux et des premières campagnes du R.P.F.

Les offres de service de M. Pflimlin ou de M. Maurice Schumann, qui se proposent pour trouver après les élections une formule de compromis, serviront seulement à assurer leur réélection avec l'appui de l'U.N.R. Mais s'ils croient vraiment que le M.R.P. pourra, après le 25 novembre, jouer un rôle en tant que parti et tenter de faire prévaloir certaines de ses conceptions, ils connaîtront les mêmes déceptions qu'au printemps dernier, lorsqu'ils furent contraints de quitter le gouvernement Pompidou où ils venaient à peine d'entrer.

TROISIEME illusion enfin, trop longtemps entretenue, mais détruite elle aussi par le discours du 7 novembre : celle d'un retour volontaire à Colombey plutôt que d'engager une épreuve de force. L'image rassurante d'un de Gaulle n'acceptant de gouverner qu'à condition de rassembler derrière lui la très grande majorité du peuple français cède la place à un de Gaulle prêt à recourir à tous les moyens pour imposer son système et pour s'accrocher au pouvoir. Le mythe du « rassemblement » est désormais détruit.

Ainsi le référendum du 28 octobre, loin d'avoir clos un débat qui n'aurait eu qu'une portée limitée, a ouvert en fait, comme nous l'avions annoncé tout de suite, une ère de graves conflits politiques. Il ne sert à rien de le déplorer : de Gaulle lui-même vient de donner raison à ceux qui, comme nous, ont affirmé dès son retour au pouvoir qu'il en serait inévitablement ainsi.

L'ENJEU de la bataille des élections est donc clair : il ne suffit pas de réduire le plus possible le nombre de députés inconditionnels de l'U.N.R., il faut aussi battre ceux qui s'abstiennent malgré tout à entretenir les illusions d'un compromis avec de Gaulle et s'appêtent à abandonner « le cartel des non ». Il faut faire surgir du scrutin des 18 et 25 novembre une majorité d'opposants authentiques, fermement résolu à relever le défi et à combattre jusqu'au départ de de Gaulle.

VOTEZ pour les candidats P.S.U.
Robert Verdier.

COURRIER DES LECTEURS

A partir du prochain numéro (24 novembre), nous publierons, chaque semaine, LE COURRIER DES LECTEURS. Nous ferons paraître dans nos colonnes les lettres les plus intéressantes et nous répondrons individuellement à tous ceux qui nous écriront.

Dites-nous ce que vous pensez de TRIBUNE, votre journal, et faites-nous des suggestions sur ce que vous aimeriez y trouver.

Ecrivez-nous : TRIBUNE - Courrier des Lecteurs, 8, rue Henner, Paris-9^e.

Depuis le début de la campagne électorale dans la Région Parisienne, tous les soirs nous enregistrons des adhésions à notre Parti :
212 à ce jour, et ça continue !

BLOC DES « NON » OU BLOC DES GAUCHES

Au micro d'Europe I, samedi 10 et lundi 12, les deux leaders du « Bloc des non », Bertrand Motte et Guy Mollet, ont fait deux déclarations dont les conséquences seront très importantes pour le second tour et pour la future majorité gouvernementale, s'il y en a une.

Bertrand Motte a déclaré que si au second tour un U.N.R. et un communiste demeuraient seuls opposés, les indépendants, en bons « nationaux », appuieraient l'U.N.R. Dans la même déclaration, il a ouvertement souhaité une réconciliation avec le Président de la République.

Au contraire, Guy Mollet a répondu à la même question en disant que le danger du pouvoir personnel était pour lui la menace immédiate et que, dans une telle situation, la S.F.I.O. appellerait à voter pour le P.C. contre l'U.N.R.

On voit donc qu'après avoir élaboré un programme commun aux indépendants, au M.R.P., à la S.F.I.O. et aux radicaux, les deux éléments déterminants de la coalition du « contrat des non » se divisent sur un point essentiel, la tactique du second tour.

L'examen de la carte des candidatures et des accords réalisés pour le premier tour dans les départements nous montre les mêmes contradictions.

L'accord souhaité par Mollet, Motte, Simonnet, Maurice Faure pour une candidature unique du « bloc des non » au premier tour ne s'est réalisé que dans quelques départements : Seine-et-Oise, Gard, Cher et dans un certain nombre de circonscriptions « symboliques », comme celles de Bertrand Motte et de Paul Reynaud. Mais, dans la grande majorité des cas, on trouve une candidature socialiste ou radicale, une candidature indépendante, une candidature M.R.P. — avec, bien entendu, une manière propre à chacun de présenter « le programme commun », aussi bien sur les problèmes économiques que sur la laïcité.

Les déclarations de Guy Mollet et de Bertrand Motte accentuent les divergences. Il est évident que, dans un bon nombre de circonscriptions, on assistera à des désistements réciproques à gauche entre P.C., S.F.I.O. et P.S.U. Inversement, M.R.P., U.N.R. et bon nombre d'indépendants seront conduits à oublier leurs querelles pour faire face à la gauche au second tour.

Mais cette bataille gauche contre droite, qui risque de s'engager dans un certain nombre de départements, ne se déroulera pas dans la clarté et autour d'un programme qu'il était possible de mettre sur pied entre formations de gauche avec l'accord des syndicats. Guy Mollet ne songe dans cette affaire qu'à gagner un certain nombre de sièges en les payant par des désistements pour le P.C.F.

Il peut sortir de ces combinaisons électorales un certain progrès de la gauche, mais pas une solution de gouvernement.

Les propositions du P.S.U. de candidature unique s'en trouvent d'autant plus justifiées. Notre parti les mettra en avant de nouveau pour le second tour.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ACTUEL :



(Keystone.)

UN ORGANISME QUI NE SERT A RIEN

CRÉE, dans la Constitution de 1958, pour veiller au respect des règles et des procédures instituées par cette même Constitution, le Conseil constitutionnel n'a cependant, aux yeux du chef de l'Etat, aucune autorité.

On pourrait, en effet, douter que des hommes, désignés pour la plupart — la majorité — par le général de Gaulle, puissent montrer quelques dispositions à secouer la férule du Président de la V^e République.

C'est pourquoi l'étonnement fut grand lorsque, le 2 octobre, ledit Conseil constitutionnel avait osé déclarer, dans sa majorité, que la procédure employée par de Gaulle pour imposer le référendum du 28 octobre n'était pas conforme à la Constitution.

On sait que le Conseil d'Etat avait abouti au même résultat.

Comme ces deux organismes n'ont d'autres pouvoirs que consultatifs et que leurs sentences ne sont pas impératives, il fallait un fait nouveau pour que l'un d'eux soit saisi obligatoirement.

M. Monnerville n'avait pas caché, avant la consultation populaire, son intention de déposer un recours devant la plus haute juridiction, le Conseil constitutionnel.

Las ! Le président du Sénat avait probablement oublié que l'homme qu'il avait soutenu de son autorité dès 1958 n'était guère sensible aux

coups, parce que bardé d'un solide mépris de fer. Il dut s'en rendre compte lorsqu'il rendit la visite protocolaire due au chef de l'Etat au lendemain de la chute du gouvernement Pompidou. La visite du second personnage de l'Etat au premier magistrat de la République ne dura que deux minutes. Pas même le temps de se serrer les mains.

M. Monnerville, quoique avocat, a négligé les astuces de droit dont sont capables ceux qui veulent rendre « honorables » le viol qualifié d'une Constitution formée pour servir, en fait, les ambitions du général de Gaulle.

Comment le Conseil constitutionnel aurait-il pu, sans se couvrir de ridicule, se déjuger entre le 2 octobre et le 6 novembre ?

Ce fut bien simple.

Refusant de juger sur le fond — c'est-à-dire sur la procédure elle-même, le Conseil constitutionnel ne s'est penché que sur la recevabilité de la plainte déposée par le président du Sénat.

Et il a conclu à son incompétence.

M. Monnerville était joué par M. Léon Noël, dument chapitré par le général de Gaulle.

Mais le président du Sénat parle de raison lorsqu'il dit :

« Sa décision est grave (celle du Conseil constitutionnel) ; elle consacre tout ce que je n'ai cessé de dénoncer depuis un mois. Désormais,

le Pouvoir peut s'abandonner sans obstacle à l'arbitraire... Le Président de la République cumulera tous les pouvoirs entre ses seules mains : (droit de dissolution et article 16) ; et cela tout en restant irresponsable devant le Parlement et devant le pays. En France, le pouvoir personnel et l'illégalité sont éphémères... »

Nous ne chicanerons pas M. Monnerville sur son attitude actuelle. Celle-ci est courageuse, mais, hélas ! bien tardive. Tardives aussi sont les velléités de ceux qui, aujourd'hui, s'élèvent contre un pouvoir qu'ils ont contribué à s'établir et contre un homme qu'ils ont aidé à monter sur le trône, en allant le quérir entre ses deux églises.

Que n'eussent-ils été mieux inspirés de défendre les libertés républicaines contre les factieux du 18 mai 1958 ; Sans pour autant être des nostalgiques d'une démocratie décriée (celle de la IV^e République), nous avions, avec quelques-uns, décelé les vices de la Constitution de la V^e et les tares qu'elle recelait en puissance.

Il est un peu tard, pour les vieux parlementaires, de se lever pour guerroyer contre un général qui s'est servi d'eux et les a toujours méprisés.

Notre souci n'est point le sort réservé à M. Monnerville — son attitude actuelle n'étant qu'un symbole de la lutte à mener — mais celui qui plane sur les Français et les dangers qui menacent leurs droits.

M. Monnerville sera, sans nul doute — et nous nous en réjouissons — auprès de nous, avant peu, pour continuer la dure et pénible lutte que nous avons entreprise depuis mai 1958. Ce ne sera plus une bataille de procédure — où les coups sont feutrés — mais une bagarre violente au milieu de laquelle le peuple des travailleurs devra reconnaître les siens.

Une guerre absurde, écrit Sirius dans le journal *Le Monde*. Non, il n'est pas absurde de se battre, même si la victoire est douteuse, lorsque les raisons sont hautes et le but élevé.

La liberté, les libertés valent bien qu'on se batte pour elles. En 1940, tout semblait perdu, et cependant...

De Gaulle était alors dans le camp de la liberté. Mais les Français, pour avoir goûté et pu observer les régimes de dictature, savent ce qu'on peut attendre d'un régime personnel.

A. Benoist.

LE GUIDE ET LES LEADERS

LA NATION

En demandant au peuple souverain de confirmer, lors des élections législatives des 18 et 25 novembre, son « oui » du 28 octobre, le Président de la République a, par là même, investi de son autorité les candidats du « oui ».

Gaston MONNERVILLE :

Elu au suffrage universel le chef de l'Etat cumulera tous les pouvoirs entre ses seules mains ; et cela tout en restant irresponsable devant le Parlement et devant le pays.

COMBAT (J.-C. Vajou) :

Nouvelle fringale plébiscitaire. Le chef de l'Etat présente les prochaines élections comme une conclusion du référendum.

L'HUMANITE (déclaration de Waldeck-Rochet) :

Il faut une forte opposition démocratique dans l'Assemblée nationale de demain.

Edmond BARRACHIN (Centre national des indépendants) :

Le général de Gaulle voudrait faire des élections prochaines comme il l'a fait du référendum : un conflit entre deux conceptions.

LE MONDE (Sirius) :

A ceux qui en nourrissent encore, les propos belliqueux d'hier devraient enlever espoirs et illusions.

LE POPULAIRE (communiqué du Bureau national) :

Le Président de la République fait place au chef du parti unique.

TOUTES LES EDITIONS FRANÇAISES

Les derniers microsillons

**NOUVELLE LIBRAIRIE
DU GLOBE**

2, rue de Buci - PARIS-6^e - DAN. 54-99

9 h. 30 à 19 h. — Métro : ODEON

ÉDITIONS DE MOSCOU

BUDAPEST — PEKIN — PRAGUE

en langue française

Catalogues gratuits sur simple demande

pierre
mendès france

la république
moderne

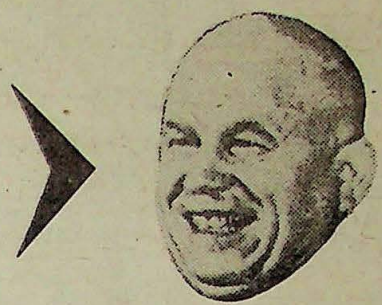
100.000 ex.
en 15 jours

nrf

COLLECTION
idées

2^{NF}
290^{le volume}

Kroutchev et les suites de la déstalinisation



La crise de Cuba n'a sans doute pas fini d'occuper l'avant-scène internationale. L'entêtement américain à vouloir désarmer Fidel Castro, tout en renforçant les bases américaines face à Cuba, continuera sans doute à susciter des difficultés importantes, malgré l'atmosphère de détente internationale.

Cet aspect de la crise cubaine ne doit cependant pas nous amener à négliger un autre aspect : la manifestation au grand jour, à la suite de cette crise, de divergences politiques entre différents secteurs du communisme international. Certes, ces divergences ne sont pas nouvelles ; dès 1960, lors de la conférence des quatre-vingt-un partis communistes et ouvriers, on pouvait les pressentir ; mais c'est la première fois qu'elles apparaissent clairement comme des divergences portant sur la stratégie à suivre pour accélérer la marche vers le socialisme à l'échelle mondiale. En acceptant si rapidement le démantèlement des bases de missiles soviétiques à Cuba, Kroutchev a, croyons-nous, montré non seulement qu'il ne se sentait militairement pas assez fort dans la mer des Caraïbes, mais aussi qu'il recherchait un appui dans l'opinion publique des pays capitalistes avancés (voir sa lettre à Bertrand Russell).

Sur le plan économique, les critiques contre la politique stalinienne se poursuivent, en particulier contre la façon dont s'est opérée la collectivisation agricole. Dans la revue *Questions d'histoire du Parti communiste de l'U.R.S.S.*, l'historien Ivinitski a soumis, récemment, les méthodes brutales de Staline et de Kaganovitch à de violentes critiques, leur reprochant, entre autres, d'avoir poussé la collectivisation par la coercition sans tenir compte des possibilités économiques réelles (matériel agricole, etc.).

En Bulgarie, l'épuration récente du parti va dans le même sens, ce qui renforce le front de ceux qui soutiennent sans réserve la politique de Kroutchev, Kadar et Gomulka. Il est plus difficile de savoir ce que les autres chefs des partis des démocraties populaires d'Europe pensent. Sur le plan international, ils soutiennent la politique étrangère de Kroutchev, mais il n'est pas impossible, pour ne pas dire vraisemblable, qu'ils soient assez inquiets devant certains de ses aspects novateurs. Ils freinent sans doute l'introduction dans leurs pays des nouvelles méthodes politiques et économiques employées en U.R.S.S. ou en Pologne. Mais il est tout à fait exclu, pour des raisons évidentes (position géographique, besoin de l'aide soviétique), qu'ils s'opposent ouvertement à une politique qui doit être populaire chez nombre de jeunes cadres de leur propre pays. Ils ne peuvent que réagir à l'événement, non le précéder.

L'opposition ouverte à la stratégie kroutchévienne vient d'ailleurs. D'abord de Cuba où Fidel Castro est soucieux de se garantir une liberté de manœuvre qui ne le rende pas totalement dépendant des garanties militaires soviétiques et lui permette d'exercer une influence autonome sur le mouvement révolutionnaire en Amérique latine. Cette opposition apparaît toutefois limitée à ces points précis. Fidel Castro et ses collaborateurs ne sont opposés ni à une politique de détente internationale, ni à la déstalinisation interne des pays communistes, ils traduisent simplement le dynamisme d'une révolution jeune. L'opposition fondamentale vient des Albanais et des Chinois qui, eux, refusent pratiquement toute la politique kroutchévienne intérieure et extérieure, parce qu'ils sont toujours attachés à des méthodes autoritaires plus ou moins stalinienne de gestion économique et politique. Ils tiennent toujours à maintenir leurs pays dans l'état de « forteresse assiégée » qui a été celui de l'U.R.S.S. pendant des années, car la vigilance à l'égard du danger extérieur appa-

rait le corollaire obligatoire du maintien de la tension interne. C'est dire que les divergences actuelles ne peuvent disparaître en un jour, elles reflètent des conceptions sociales divergentes ainsi que les difficultés propres à la révolution chinoise dans l'édification d'une économie moderne.

On peut par conséquent s'attendre à d'autres rebondissements (en particulier à cause du conflit sino-indien), mais il est impensable, à notre avis, qu'on puisse assister à une rupture

totale. Face à l'Occident capitaliste, de forts intérêts communs subsistent.

Face à cette évolution irréversible du monde communiste, nous n'avons évidemment pas pour rôle de prendre parti pour l'un ou l'autre camp, même si nos sympathies vont plutôt à Kroutchev. Notre rôle est de commencer le dialogue avec les communistes sur les problèmes en discussion, en exprimant notre point de vue fraternellement sans cacher nos divergences sur tel ou tel point. Pen-

sons, par exemple, à trois problèmes-clés, ceux :

- de la révolution socialiste dans les pays avancés ;
 - de la révolution dans les pays sous-développés ;
 - de la démocratie socialiste dans les pays qui ont abattu le capitalisme.
- Ils rejaillissent sur tous les autres, y compris sur celui de la coexistence et de la paix, puisqu'ils impliquent le refus du *statu quo* actuel.

J.-M. Vincent.

LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES : UNE AMORCE DE DÉTENTE INTERNATIONALE



Edward KENNEDY

Le président Kennedy a procuré à son parti une victoire électorale remarquable. Une tradition, une « loi » statistique voulaient que, lors des élections qui se situent au milieu d'un mandat présidentiel, l'opposition remonte la pente et, généralement même, s'empare de la majorité au Parlement. Cette fois, la tradition est démentie : le parti démocrate consolide ses positions au Sénat (68 sièges contre 32 aux républicains, soit un gain de quatre sièges pour les démocrates) ; il conserve une marge confortable à la chambre des représentants ; s'il perd huit postes de gouverneur, il en gagne six.

Ainsi l'autorité de Kennedy est renforcée, à l'intérieur comme à l'extérieur, en particulier dans le dialogue avec Kroutchev et dans les relations avec les alliés européens de l'Amérique.

Cuba n'explique pas tout

Comment s'explique le succès démocrate ? Le succès de la politique de force américaine dans l'affaire cubaine a été sans doute un élément décisif. Kennedy a amené l'U.R.S.S. à céder et tout s'est passé le mieux du monde. En conséquence, l'Amérique a obéi à un double sentiment : l'union sacrée autour du pouvoir et l'approbation après coup d'un risque bien calculé. En cela, les élections ont été un succès personnel de Kennedy.

Mais Cuba n'explique pas tout. Sous l'administration Kennedy, l'expansion économique a repris : la production a augmenté d'environ 10 % entre le premier semestre 1961 et la période correspondante de 1962 (tandis qu'elle ne s'accroissait que de 3 % environ dans le même temps en Europe non communiste). Kennedy a personnellement marqué par des gestes symboliques récents son opposition au bon plaisir du « big business », en interdisant une hausse de l'acier, et au racisme du Sud en mobilisant 20.000 hommes pour faire admettre un Noir à l'université du Mississipi.

Nixon s'en va

Au-delà des questions concrètes, enfin, le « style » de gouvernement qui est celui de Kennedy s'est imposé.

L'élimination de Nixon, qui faillit de peu devenir président il y a deux ans, est d'une importance capitale. C'est un coup sévère porté au mélange d'immobilisme moralisateur et de tendances ultra-réactionnaires qui prédominait depuis six ans dans le parti républicain. Ce parti n'a toujours pas de chef incontesté. Le *self made man* fascinant cède la place. La lutte est ouverte entre un trio d'hommes d'affaires : Nelson Rockefeller (réélu gouverneur de New York avec une majorité beaucoup plus mince qu'il ne l'espérait), William Scranton (multimilliardaire soutenu par Eisenhower et qui devient gou-

verneur de Pennsylvanie à la place d'un démocrate), George Romney (ex-président de l'*American Motors*, qui vient de battre le gouverneur démocrate du Michigan).

Dans quelle mesure Kennedy a-t-il les mains libres pour une politique plus hardie ?

Le nouveau Congrès américain est tout aussi démocrate que le précédent, mais pas plus « libéral », pas plus à gauche.

Mais l'avenir politique américain — même le plus rapproché — est d'abord déterminé par les problèmes internationaux. La guerre de 1941-45 avait comporté des facteurs de grand progrès économique et social. La guerre froide avait, au contraire, produit le conservatisme étroit d'Eisenhower. Une détente internationale pourrait réactiver toutes les forces de progrès.

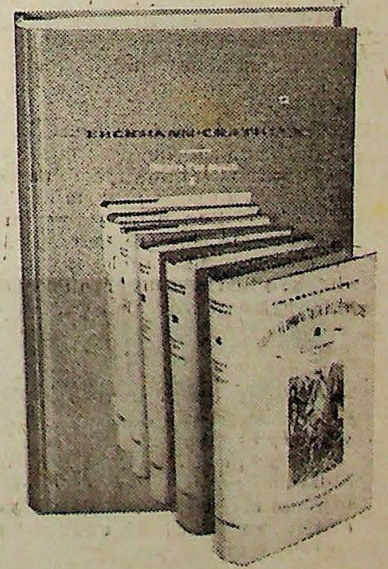
Paul Parisot.

Enfin voici réédités les chefs-d'œuvre d'ERCKMANN-CHATRIAN CONTES ET ROMANS NATIONAUX ET POPULAIRES

Peu d'écrivains ont connu de leur temps un aussi vif succès que les auteurs de « L'AMI FRITZ », de « MADAME THERESE », de « L'HISTOIRE D'UN PAYSAN », ces auteurs dont l'œuvre a été si bien définie par Michelet lorsqu'il disait : « Ils ont publié le roman de la grande Histoire ». Ils ont eu à la fois un immense succès auprès du public et l'admiration des plus grands esprits. Ainsi Lamartine voyait dans « LE CONSCRIT DE 1813 » un chef-d'œuvre. Plus tard, malgré Zola évoquant « le souffle puissant de justice et de liberté » qui anime cette œuvre, malgré Courteline disant : « Erckmann est un romancier de premier ordre, une de nos gloires », malgré Barrès lui-même, écrivant : « Jamais gloire littéraire ne fut plus méritée », Erckmann-Chatrian semblent avoir été longtemps victimes d'une conspiration du silence dont Flaubert est le seul à avouer la raison : « Ces deux cocos, écrit-il, ont l'âme plébéienne. »

Ce sera l'honneur de notre temps d'avoir remis à leur vraie place « les soins connus des écrivains célèbres » comme les appelle P. Mac-Orlan, et d'avoir publié les CONTES NATIONAUX ET POPULAIRES dans une édition de bibliothèque digne d'eux — une édition que les critiques s'accordent à juger une « réussite parfaite » — Elle doit comprendre 14 volumes illustrés et reliés pleine toile dont 6 sont déjà parus :

- T. 1 et 2. HISTOIRE D'UN PAYSAN (1789-1815) 2 volumes ; T. 3. HUGUES LE LOUP, L'ILLUSTRE DOCTEUR MATHEUS ET AUTRES CONTES ; T. 4. LE CONSCRIT DE 1813, WATERLOO ; T. 5. L'AMI FRITZ, LE JUIF POLONAIS ET AUTRES CONTES ; T. 7. CONTES DES BORDS DU RHIN, MAITRE DANIEL ROCK ET AUTRES CONTES.



Chaque volume est vendu séparément 33 NF. Pour recevoir franco, à domicile contre remboursement l'un quelconque des volumes déjà parus il vous suffira d'adresser à notre Service Littérature : la Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris VII^e, le bon de commande ci-dessous :

BON à adresser à la Librairie Pilote (Service Tribune Socialiste) 30, rue de Grenelle, Paris VII^e

Veuillez me faire parvenir contre remboursement :

Ci-inclus la somme de NF prix de volumes, ou un mandat chèque, chèque postal joint (ne pas l'envoyer au Centre de Chèque) à votre compte C.P. No 13.905 31.

Au cas où commandant plusieurs volumes, vous désiriez bénéficier de facilités de règlement, prière de l'indiquer ci-dessous en donnant le No de votre compte bancaire ou de votre compte Chèques Postaux :

N° Compte

Nom Profession

Adresse

Signature :



A.D.P.

Rollet, secrétaire général de la S.F.I.O., et Deixonne, président du groupe parlementaire, reviennent de Colombey le 30 mai 1958 : de Gaulle les a convaincus de la pureté de ses desseins politiques...

DE 1958

REGIME DE

LES mythes du gaullisme s'effondrent l'un après l'autre.

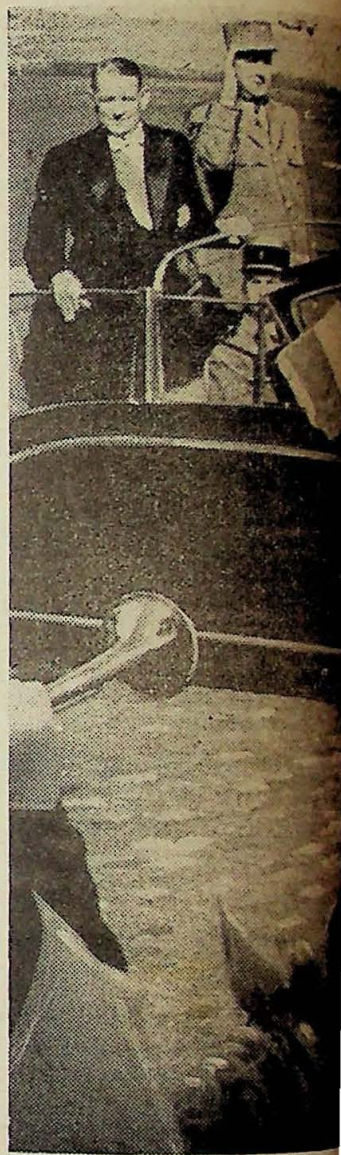
Ceux qui, en 1958, lui avaient donné leur caution démocratique et s'étaient portés garants des bons sentiments du général découvrent, aujourd'hui, qu'ils ont été dupés. Ils sont aujourd'hui contraints de se rendre à l'évidence : les propos rassurants de 1958 n'étaient qu'une manœuvre tactique.

Les promesses de paix sont déçues pendant quatre ans. La négociation n'aura lieu que sous la pression de l'opinion publique et à cause de la résistance du peuple algérien.

La stabilité est un leurre : le régime est secoué par deux tentatives de putsch ; le président de la République vit sous la menace de l'assassinat, la nation sous la menace de la guerre civile.

Le redressement financier se traduit par la stagnation économique. Mécontentements ouvrier et paysan suscitent des manifestations.

Les succès obtenus aux référendums ne parviennent plus à dissimuler l'impuissance et la fragilité du régime.



A.D.P.



A.D.P.

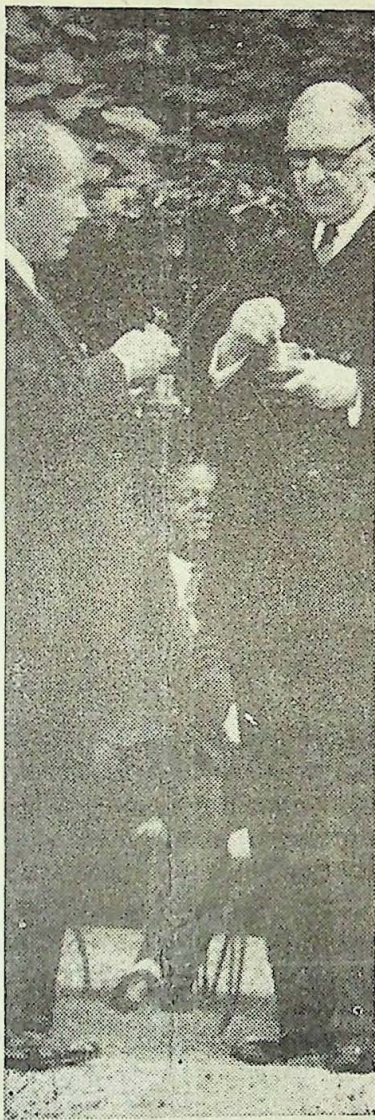
Avril 1961 : le pouvoir qui n'a pu tenir ses promesses aux ultras que la gauche déclarait avoir compris, ni aux partisans de la négociation, s'affole à la suite du putsch Challe-Salan.



Empê...
écon...
des...

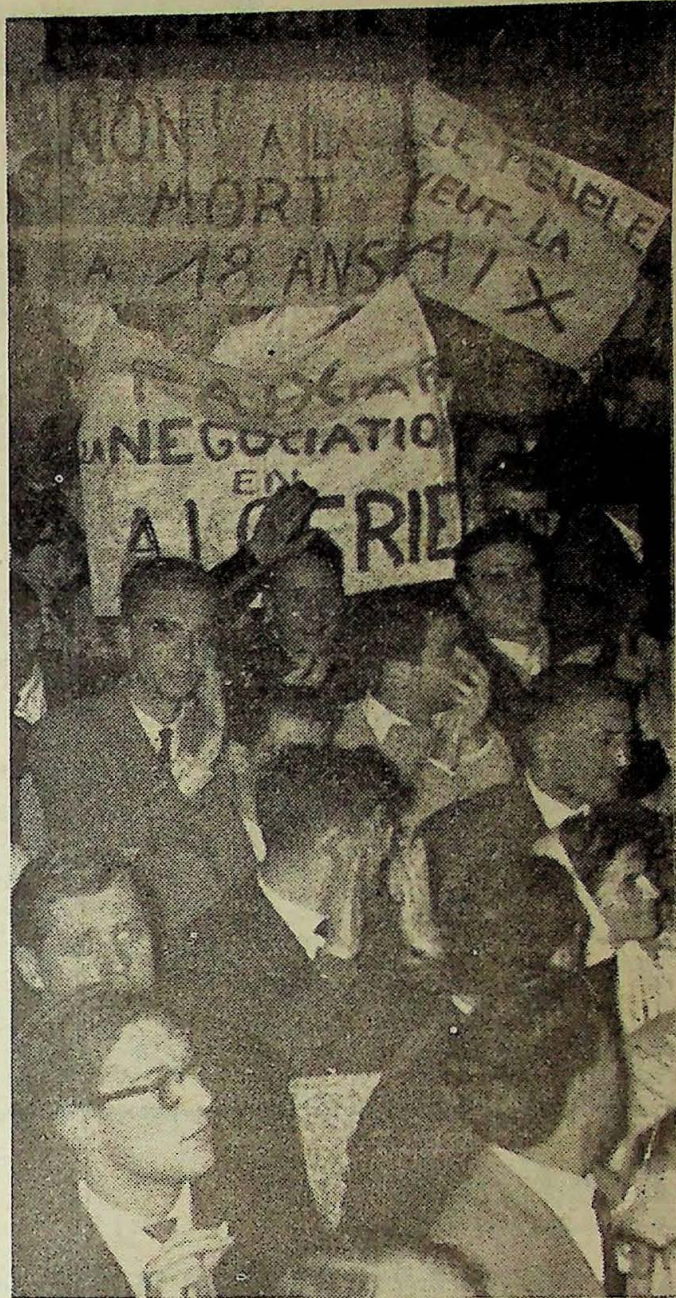
A 1962 : UN CRISE PERMANENTE

...Comme il a
laissé espérer
à René Coty
qu'il resterait
président de la
République...



Keystone

...et à Pinay que
les ministres
pourraient n'être
pas de simples
figurants.



A.D.P.

Les espoirs de 1958 sont-ils déçus : la
guerre d'Algérie continue. Deux ans
après l'arrivée de de Gaulle au pou-
voir, aucune solution n'est en vue.
Mais le réveil populaire commence.
Le 27 octobre 1960, sur l'initiative de
l'U.N.E.F., appuyée par les organisa-
tions agricoles et le P.S.U., des mani-
festations ont lieu dans toute la
France.



A.D.P.

dans ses contradictions algériennes, le régime ignore les difficultés
rurales. Grève de Decazeville, barrages de paysans sur les routes,
révolte des artichauts : le mécontentement populaire se manifeste.



Keystone

Et l'armée n'est pas sûre :
de Gaulle est obligé de faire
surveiller ses généraux.

LE HAVRE :

Reconversion aux Ateliers de Constructions

A Gonfreville - l'Orcher, dans la banlieue havraise, les ouvriers des Ateliers de Constructions du Havre (réparation de half-tracks) sont aux prises avec leur patron : l'Etat, qui a décidé leur reconversion mais refuse de leur dire dans quelles conditions elle s'exercera. La seule réponse des Pouvoirs publics a été, jusqu'à présent, l'envoi de forces de police, vendredi 9 novembre, pour « contenir » un défilé de protestation organisé par le comité de défense du personnel de l'établissement.

Le conflit a commencé en septembre dernier. Les 720 membres du personnel ont été informés par circulaire que les Ateliers de Constructions, qui dépendent de la Direction des études et fabrications d'armement, allaient être prochainement cédés à la S.N.E.C.M.A. (Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avions). Ce transfert, sur lequel ils n'avaient jamais été consultés, leur fait perdre leur statut de travailleurs de l'Etat. Aucune garantie ne leur est donnée pour le maintien des avantages acquis. La direction s'est contentée de leur assurer que la politique de plein emploi continuerait à être appliquée. Mais rien n'est moins sûr.

VIERZON :

Un nouveau Decazeville se prépare

A la suite des licenciements survenus à la Société Française Case de Vierzon, les délégués C.F.T.C., dont deux d'entre eux sont touchés, ont décidé de camper dans la salle du Comité d'entreprise de la société. A douze heures, les délégués ont été ravitaillés, en présence de la presse locale, au moyen d'une corde et d'un panier. Les délégués entendent protester contre les 53 licenciements de la semaine dernière, après : 220 mises en chômage en août 1962, 102 licenciements en juin 1961, 373 licenciements en septembre 1960, 705 licenciements en juillet 1959. C'est l'avenir de Vierzon qui en définitive est posé par les syndicats, car depuis le 1^{er} janvier 1959, alors que 1.200 emplois ont été perdus, par l'économie vierzonnaise, 300 seule-

A CALUIRE : Remington ferme ses portes — les ouvriers restent

C'EST bien de scandale qu'il faut parler à propos de REMINGTON. Depuis fin juin, les bruits de fermeture prochaine de l'usine circulaient. Celle-ci, prévue pour fin octobre, aura lieu le 31 janvier 1963, a déclaré le représentant de la direction à la Commission paritaire du vendredi 26 octobre.

Le 31 octobre, les unions syndicales C.G.T. et C.F.T.C. de la métallurgie, après avoir rappelé la lutte commune menée depuis trois mois, publiaient alors un communiqué commun.

Une entreprise rentable

« En effet, rien ne peut justifier la fermeture d'une entreprise rentable construite depuis peu et dont la sortie de la 500.000^e machine à écrire avait été célébrée par la firme qui vantait, à cette occasion, l'expérience concluante des fabrications de l'usine de Caluire. »

L'un des dirigeants de l'entreprise, M. Célier, avait, il y a quelques semaines, annoncé des « perspectives de reconversion et de reclassement du

personnel ». Mais depuis le 2 novembre, 300 personnes sont licenciées et ce n'est pas fini.

Quatre mois se sont écoulés depuis que la décision de fermeture a été prise par le Conseil d'administration à Lausanne ou à New York, mais le personnel et ses représentants au Comité d'établissement ont été tenus dans l'ignorance totale des décisions prises. Au contraire, on les a constamment maintenus dans l'équivoque en leur laissant entendre, comme au préfet du Rhône d'ailleurs, que rien de grave n'avait été décidé, seulement des mesures de « réorganisation », qu'une implantation éventuelle de nouvelles fabrications était possible, etc., etc...

Se jouer des hommes, comme l'a fait la direction, constitue un véritable scandale.

Après l'envoi de 280 premières lettres de licenciement, le préfet, M. Ricard, dans la réunion paritaire tenue à la préfecture, s'était déclaré hostile à cette mesure. L'Inspection du travail a également refusé d'autoriser les licenciements et les syndicats ont invité les licenciés à se présenter comme d'habitude sur leur lieu de travail.

Occupation de l'usine

Dans le même temps, les syndicats ont invité les travailleurs à occuper l'usine, et c'est ainsi que chaque nuit, des membres du personnel campent dans les ateliers pour marquer leur volonté de « défendre la propriété privée qui est la leur : le travail ».

Comme pour DECAZEVILLE, les travailleurs de toute la France doivent manifester leur solidarité à leurs camarades de REMINGTON. Au plan régional, celle-ci se développe par des actions multiples dans la métallurgie. Le P.S.U., qui compte des militants et de nombreux sympathisants dans l'entreprise, est également intervenu par l'intermédiaire de sa section de Caluire. Et, pour l'instant, le plus efficace témoignage de solidarité réelle doit être d'aider matériellement par des souscriptions et des collectes dans les entreprises les travailleurs de REMINGTON. Le produit de ces collectes et souscriptions peut être versé au C.C.P. LYON 580705 au nom de M. RAMETTI.

La minorité F.O. contre l'intégration du syndicalisme dans l'Etat

VENDREDI dernier, 9 novembre 1962, les membres du comité de rédaction du journal « Le Militant », organe de la minorité syndicale Force Ouvrière ont défini, devant la presse, la position de la minorité syndicale à l'égard de la confédération.

Selon leurs propres déclarations, la position de la minorité n'exclut en aucune façon son intention de travailler à la réalisation de ses objectifs dans le cadre des structures confédérales.

Après avoir déclaré que leur influence se manifestait en province, ils ont précisé qu'il n'y avait pas de confusion sur ce qu'ils étaient et ce qu'ils voulaient : « Notre minorité est constituée de militants de toutes tendances politiques ; nous ne sommes pas des scissionnistes », ont-ils ajouté. « Notre action dure depuis bientôt trois ans, ce que nous avons d'abord recherché, c'est un regroupement avec pour but le redressement de la confédération, car nous pensons que le mouvement syndical dans son ensemble a besoin de faire un immense effort sur lui-même pour correspondre aux aspirations des salariés. Un certain nombre d'entre nous ont décidé de faire en sorte qu'à F.O. cet effort s'accomplisse de la base au sommet. »

« Nous voulons que notre organisation soit authentiquement ouvrière et possède une ligne syndicale plus normale, plus conforme au désir du mouvement ouvrier. Notre but est de rendre une vie plus ardente à l'ensemble de la confédération. »

En ce qui nous concerne, nous ne pouvons que nous réjouir de ces déclarations qui sont le reflet de l'opinion d'un grand nombre de militants qui n'osaient encore s'exprimer librement et qui ont fermement décidé de mettre fin à une apathie qui ne peut être que nuisible aux revendications de la classe ouvrière.

R. Noulé.

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE

TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

COLETTE AUDRY derrière la baignoire

« Colette Audry vient de réussir un joli tour de force : écrire une histoire de chien qui est un livre sur l'amour. »

JACQUELINE PIATIER - (LE MONDE)

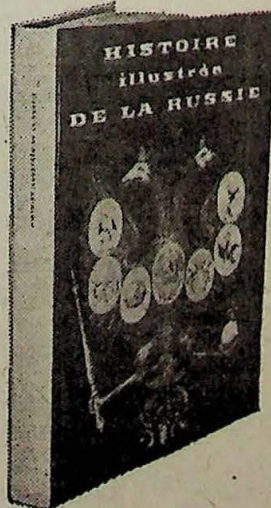


pour 25 NF seulement

Tribune Socialiste vous offre un volume relié (prix à la mise en vente : 60 NF).

HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE

par JOEL CARMICHAEL



Voici enfin, des origines à Khrouchtchev, l'histoire trop mal connue du peuple qui, sorti bien après les autres du Moyen Age, domine aujourd'hui la moitié de la race humaine.

Cette histoire, d'une objectivité absolue, qui raconte en 306 pages de grand format (24 x 31) cette passionnante ascension, la rend sensible au lecteur par une illustration d'une richesse unique : 300 documents en noir et 36 en couleurs ! Mais seuls pourront profiter de cette offre — car il ne reste plus que quelques exemplaires — les lecteurs qui enverront aujourd'hui même le bon de commande ci-dessous à notre service littéraire, La Librairie PILOTE - 30, rue de Grenelle, Paris-7^e (avec faculté de retour dans les 48 heures).

BON à adresser à la Librairie PILOTE (Service T.S.) 30, rue de Grenelle PARIS-7^e.

Veuillez m'adresser l'HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE pour le prix de 25 NF, au lieu de 60 NF, que je règle ci-inclus en un mandat O chèque O postal joint à ce bon (ne pas l'envoyer au Centre C.O.) à votre compte 13996 31. Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom Profession
 Adresse
 Signature :



L'UNIVERSITE VEUT UN VRAI MINISTRE A PART ENTIERE

M. ROURE
Président
de l'U.N.E.F.

(Photo)
(Elie Kagan).

« **P**AS un homme, pas un sot, pour la guerre ! » Ces cris qui résonnaient il n'y a pas un an dans la cour de la Sorbonne, il n'a pas été utile de beaucoup les modifier cette année.

La guerre est finie, mais l'Université n'a pas plus de crédits. C'est pour cette raison que le 9 novembre a été une journée nationale de revendications universitaires.

Dans toute la France, un ordre de grève de vingt-quatre heures avait été lancé par les syndicats nationaux de l'enseignement supérieur et des chercheurs affiliés à la Fédération de l'Education nationale et au Syndicat général de l'Education nationale C.F.T.C. Soutenu par les syndicats nationaux des agents techniques C.G.T. et par l'U.N.E.F., cet ordre a été très largement suivi dans tout le pays. La grève a été appuyée dans la plupart des Académies par des conférences de presse, parfois des manifestations et, souvent, des meetings comme à Paris.

POUR UN VRAI MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Dans la cour de la Sorbonne, sous la présidence du professeur Jean Dresch, de nombreux orateurs ont pris la parole, fréquemment interrompus par les deux mille étudiants et assistants présents.

Les délégués des syndicats ont tous mis l'accent sur ce qu'il y a de commun dans les revendications des professeurs et des étudiants.

M. Barbu (S.G.E.N.) a souligné la nécessité de revaloriser la fonction universitaire, et en particulier le statut des chercheurs, par une prime de 30 p. 100 indexée sur le traitement.

M. Kahn (S.N.E. Sup.), après avoir dénoncé l'avarice du gouvernement, a lancé un thème de revendication « pour un grand ministère de l'Education nationale, pour un vrai ministre ».

C'est enfin M. Roure, président de l'U.N.E.F., qui a déclaré que l'Université était dédaignée par l'Etat en fonction d'un choix politique et a demandé des logements et, surtout, des allocations d'études.

A la fin du meeting, nous avons voulu organiser une réunion entre les différentes tendances du mouvement étudiant.

Si la F.N.E.F. nous a renvoyé à son journal, dont parlons par ail-

leurs, les membres de l'U.N.E.F. sont heureusement plus bavards. Si les Minos (majorité actuelle) et les Majos (tendance apolitique) sont d'accord pour considérer la F.N.E.F. comme non-représentative et dénoncer son activité de division au sein du mouvement étudiant, s'ils sont encore d'accord pour se plaindre de leurs conditions d'études, ils se partagent sur l'analyse de la situation.

T. S. — « **Quelles sont vos raisons particulières, en Lettres et en Sciences, d'avoir fait grève aujourd'hui, et comment s'est-elle passée ?** »

SCIENCES (membre du bureau de la corpo, apolitique). — « **Chez nous, ce matin, grève totale, ni cours, ni T.P., sauf en P.C.B. 1^{re} année de médecine, car ils avaient déjà fait grève le mois dernier. Sur le plan des revendications, nous réclamons le commencement immédiat de la deuxième tranche des travaux de la Halle aux vins, on attend depuis deux ans. D'autre part, les bâtiments récents sont déjà trop petits et nous manquons totalement de bibliothèque et de salles de travail; nous avons juste le droit de partager celle de la Sorbonne avec les littéraires, soit 600 places pour 45.000 étudiants.** »

Enfin, il y a un fait supplémentaire: un millier d'étudiants viennent d'être envoyés en cours d'année à Orsay; nous avons déjà réussi à en faire revenir près de 300. Cette décision inadmissible prorroge un déphasage qui peut être catastrophique pour les étudiants frappés par cette mesure. »

LETTRES (membre du conseil d'administration de la Fédération des Groupes d'Etudes de Lettres). — « **Pour nous, pas de problème. Grève à 100 p. 100. Si ce n'est un professeur de grammaire qui a fait cours devant sept étudiants. Nos problèmes sont sensiblement les mêmes qu'en Sciences: locaux et assistants en nombre dérisoire. En plus, nous demandons l'ouverture de discussions avec les professeurs et les pouvoirs publics sur la réforme générale de la licence de lettres et surtout sur le pré-salaire étudiant.** »

T. S. — « **Là nous abordons un problème plus général. Comment envisagez-vous sa solution ?** »

LETTRES. — Le problème nous apparaît essentiel, car c'est à travers lui que seront résolus et le problème du logement (ou, du moins, en ce qui concerne sa partie financière), et surtout ce qui nous préoccupe le plus: la démocratisation de l'enseignement supérieur. La Charte de Grenoble, qui est la base de l'U.N.E.F., nous définit comme des travailleurs intellectuels, et — il ne faut pas se leurrer — nous serons pour la plupart des cadres du pays. Le pré-salaire que nous demandons n'est donc pas

un prêt perdu pour le gouvernement, mais un investissement à relativement court terme.

« Cette revendication est liée à un ensemble, celui d'une politique gouvernementale cohérente. Il est bien évident que le pré-salaire ou l'allocation d'études, qui ne serait pas, comme la bourse, une faveur toujours insuffisante mais un droit, permettraient l'arrivée en faculté d'un beaucoup plus grand nombre d'étudiants. Il faudrait alors plus d'enseignants, donc plus de crédits pour la culture, donc moins de crédits pour des secteurs parasitaires comme l'armée et... »

DU CORPORATISME AU SYNDICALISME

SCIENCES. — « **Là je l'arrête. Nous sommes évidemment d'accord sur tout le début de ton analyse relative à la démocratisation, mais quand tu parles de « l'armée, secteur parasitaire », nous ne te suivons plus. Non parce que nous sommes militaristes, mais parce que nous n'estimons pas avoir à prendre parti.** »

« **Comme les « Minos » de Sciences qui, je dois le reconnaître, représentent plus d'un tiers de la Fac, tu réagis là non en syndicaliste, mais en militant politique, peut-être inconsciemment, d'ailleurs. Plutôt que de demander immédiatement le pré-salaire, nous préférons lutter, en attendant, pour un relèvement des bourses. Plutôt que de nous prononcer sur des grandes options, nous préférons lutter pour les étudiants.** »

LETTRES. — « **Tu as bien situé votre position. En fait, vous séparez votre vie de citoyen de votre vie d'étudiant et, à partir de ce postulat, vous dites de bêtises. Comment pouvez-vous penser régler le problème du logement, des maîtres, des locaux sans parler du pré-salaire que vous appelez allocations, dans le cadre d'un régime qui s'en moque et qui se prépare à de grandes actions guerrières. Il y a 25.000 étudiants qui n'ont pas trouvé de chambres cette année, ils seront 60.000 dans trois ans, et seulement 500 chambres ont été construites cette année. Il y a une place pour deux dans les restaurants universitaires. Il y a une place pour cinq dans les amphis et une pour quatre-vingts dans les bibliothèques. Il y a 3 p. 100 de fils d'ouvriers dans les facultés. A tout cela vous répondez: « Nous, on fait des photocopies pas cher. » Nous demandons que le gouvernement prenne conscience de cet état de fait et nous l'y aidons, crois-moi. »**

Nous les avons quittés. Tout autour de la Sorbonne, les piquets de grève s'étaient reformés et, dans tout le quartier Latin, les cars de police continuaient leur ronde: question de routine, et puis, sait-on jamais... avec ces étudiants !...
Frédéric Desnaut.

Les damnés de l'enseignement

A la faveur de deux incidents, celui de Nainville-les-Roches, celui de Montreuil-sur-Epte, deux villages de Seine-et-Oise, l'attention a été de nouveau attirée sur le cas des instituteurs suppléants. Dans les deux localités, l'inspection académique décidait, après la rentrée, la mise en place de titulaires, rapatriés d'Algérie. Du strict point de vue professionnel, il n'y avait là rien à redire: les suppléants, dans la mesure où leur existence a été acceptée, sont précisément destinés à « suppléer » les titulaires. Encore faudrait-il qu'on ne les considérât pas comme une piétaille méprisable, un Lumpen-prolétariat négligeable. Dans les deux cas qui nous intéressent — et il en existe d'autres, comparables par leur désinvolture — l'administration est appa- rée peu soucieuse de l'enseignement proprement dit. En effet, les populations de Nainville et de Montreuil, considérant qu'une interruption des études, par un changement survenant en cours de trimestre, serait préjudiciable aux études des enfants, ont violemment réagi à l'annonce d'un prochain départ. Elles estimaient que, suppléants ou non, les instituteurs jusque-là nommés avaient fait l'affaire et les jugeaient comme tels capables de poursuivre dans cette voie.

Après avoir menacé, l'administration a finalement cédé. Le remous provoqué par ses décisions et la réaction des parents ont certainement joué un rôle décisif. S'agissait-il pour ces derniers de marquer une quelconque hostilité aux rapatriés d'Algérie? Certainement pas. En Seine-et-Oise, mille deux cents instituteurs rapatriés recevront des postes et une bonne partie d'entre eux est déjà en place, sans qu'il y ait des difficultés.

Jeudi dernier, cinq cents instituteurs se sont réunis à Versailles sur l'initiative du S.N.I. départemental. Ils ont protesté contre les incroyables retards constatés dans le paiement des suppléants, contre « la routine et la sclérose de certains services préfectoraux, le manque de personnel et de locaux de l'inspection académique ». Unaniment, ils ont adopté une motion critiquant le principe du déplacement des instituteurs remplaçants nommés en postes fixes. Ils ont aussi exigé « l'application de la circulaire du 28 septembre 1962 du ministre de l'Education nationale, qui prévoit l'affectation en surnombre des instituteurs d'Algérie. Cela permet à l'administration d'ouvrir de nouveaux postes, d'ailleurs nécessaires, sans causer aucun préjudice aux instituteurs remplaçants ».

E. C.

Un candidat P.S.U. dans les Basses-Pyrénées

Dans la liste des candidats soutenue par le P.S.U., il faut ajouter dans la circonscription de Pau: **Candidat: Michel DUTHO.**
Suppléant: Georges MENAUT.

Lecteurs de « TRIBUNE SOCIALISTE » vous devez lire et faire lire...

LES F.T.P. de Charles Tillon

1940/1944, années de souffrances et de deuils pour la France, mais alors que certains s'abandonnent au désespoir et à la résignation, que d'autres bâtissent des fortunes sur le malheur de leurs compatriotes, que d'autres encore accueillent comme une « divine surprise » cette instauration d'un ordre nouveau, imposée par l'étranger et collaborent avec l'envahisseur hitlérien, le Peuple de France dans son immense majorité, sans distinction de classe et de religion, organise la résistance à l'oppression. Charles TILLON, ancien Commandant en chef des F.T.P., dans un livre de 700 pages, a retracé l'épopée de ceux qui furent à la fois la masse et l'avant-garde de la résistance intérieure; les francs-tireurs et partisans français.

Cet ouvrage écrit dans un style vif, alerte, enthousiaste, qui en rend la lecture plus passionnante que le meilleur des reportages, vous fera revivre la lutte ardente de ces Français qui acceptaient le sacrifice de leur vie pour des « lendemains qui chantent ». Vous suivrez jour après jour l'action de cette résistance populaire profondément enracinée dans le peuple fran-

çais qui, répudiant tout attentisme, commença dès l'armistice de 40 pour se terminer par l'embarquement final de l'insurrection de juillet-août 1944.

Vous participerez à cette lutte acharnée et sans répit des F.T.P. Conquêtes par la force sur l'ennemi des armes que Londres refuse de leur livrer. Grèves, neutralisation des « colabos », sabotages (par dizaines de milliers) du potentiel de guerre allemand, attentats, guérillas, combats de rues ou de maquis, insurrection nationale.

Lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE « Les F.T.P. » de Charles TILLON vous fera vibrer tout à tour d'enthousiasme, de colère et d'espoir. D'espoir en l'avenir d'un peuple qui sut, il y a 18 ans, dire NON au fascisme.

Profitez des conditions exceptionnelles qui vous sont offertes (franco de port et d'emballage, faculté de retour) en retournant dès aujourd'hui ce bon à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle; mais hâtez-vous, car le tirage est en voie d'épuisement et les commandes seront livrées dans l'ordre de leur arrivée. (1 vol. 700 pages sous jaquette couleur: 27 NF.)

ancien Commandant en Chef des Francs-Tireurs Partisans Français

HOMMAGE DE LA PRESSE

Important ouvrage... documentation extrêmement précieuse. (L'HUMANITE.) — Charles Tillon a bien servi l'histoire de la résistance. (LETTRES FRANÇAISES.) — Irréutable... (FRANCE D'ABORD.) — Enthousiasmant... lire les F.T.P. c'est non seulement revivre une page héroïque de notre pays, c'est aussi mieux comprendre les événements d'aujourd'hui. (VIE OUVRIERE.) — Les preuves ont remplacé les affirmations. (LIBERATION.) — Plus qu'un témoignage, une monumentale histoire. (COMBAT.) — Charles Tillon dégage le véritable caractère de cette Libération. (HUMANITE-DIMANCHE.) — Son récit nous concerne tous. (FRANCE-OBSERVATEUR.)

BON

à adresser à la Librairie PILOTE (Service littéraire de Tribune Socialiste), 30, rue de Grenelle, PARIS. (7^e).
(Veuillez m'adresser aux conditions exceptionnelles mentionnées dans votre annonce « LES F.T.P. » de Charles TILLON. Veuillez trouver ci-inclus libellé au nom de la Librairie PILOTE ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ chèque postal à votre compte n° 13.905.31 PARIS (ci-joint) ☐ mandat de 27 NF.)

Nom Signature :

Adresse

N° C.O.P. ou bancaire



Rhône :

Calendrier électoral

Notre correspondant T.S., pour le Rhône, nous a adressé, en temps utile, le calendrier des réunions électorales qui ont été prévues pour la campagne.

Ce calendrier n'a cependant pu être reproduit dans le n° 122, parce que la formule de ce numéro conçu à l'échelon national ne le permettait pas.

Nous prions notre correspondant de noter ce fait en vue de la prochaine campagne.

Succès de l'opération "Défilé"

OULLINS, 10 novembre. — 15 h. 37 : un étrange cortège s'ébranle, une quinzaine de voitures bariolées, des scooters, des cyclomoteurs font rugir leur moteur. Un véritable départ de Vingt-Quatre Heures du Mans...

Au signal donné par la voiture de tête, c'est le début d'une opération de propagande de conception moderne. En tête, une voiture arbore deux immenses inscriptions : Parti Socialiste Unifié ; à l'intérieur, un responsable fédéral hurle à travers un

porte-voix à transistors : « Le P.S.U., parti jeune ; avec le P.S.U. pour une démocratie nouvelle, etc. ».

Dans chaque localité traversée, le jour, le lieu et l'heure des réunions publiques sont annoncés. Les autres voitures arborent fièrement des slogans qui, tous, commencent par : « Avec le P.S.U. pour... ». Une voiture porte une grande pancarte : « Le P.S.U. parle à la R.T.F. mardi 13, à 20 h. 30. »

A 17 h. 30, après comptabilisation de trois égarés (retardés dans un embouteillage), le défilé se disloque : 50 kilomètres ont été parcourus dans la banlieue lyonnaise. La mobilisation des sections a été excellente ; rarement manifestation n'avait autant enthousiasmé les militants.

CALUIRE, 11 novembre. — 10 h. 22 : un nouveau cortège s'ébranle, avec d'autres voitures, d'autres militants. Mêmes slogans sur les véhicules. Tous arborent le sigle P.S.U. sur les portières. D'autres localités de banlieue sont visitées. Parfois, le défilé s'arrête : un militant sort avec le porte-voix, prononce une brève allocution sur la place du village. Et on repart plus loin. L'expérience de la veille a profité !

Au passage, des gens applaudissent aux fenêtres. Incident cocasse à Caluire en arrivant vers le monument aux morts : sans l'avoir fait exprès, le défilé débouche sur la place au moment où la fanfare joue *La Marseillaise* ! Deux cents personnes au garde-à-vous se retournent...

Ajoutons que la presse quotidienne, invitée au dernier moment par téléphone, s'est dérangée ; des communiqués préparés à l'avance lui furent remis, et des extraits publiés le lendemain dans *Le Progrès* et *Dernière Heure Lyonnaise*.

Pas-de-Calais :

La Fédération du Pas-de-Calais nous demande de rappeler qu'elle ne présentera pas de candidats aux élections législatives du 18 novembre prochain.

Et ce, contrairement à ce que nous avions écrit dans notre *Tribune Socialiste*, n° 121, page 4.

Voilà qui est fait.

Assemblée générale des étudiants

Une assemblée générale d'information des étudiants de la région parisienne a eu lieu le samedi 10 novembre, salle des cheminots C.G.T.

Voronoff a fait un tour d'horizon de la situation syndicale, et Kergoat, secrétaire général d'E.S.U., a fait un rappel de l'activité passée des E.S.U. et annoncé le programme d'action pour la rentrée.

Le tarif

« La prochaine fois, ce sera un autre tarif », ont déclaré à un de nos camarades de Saint-Maur quatre inconnus, après l'avoir molesté.

Notre camarade se contentait d'indiquer aux contribuables, en apposant les papillons nécessaires, que les affiches de l'U.N.R. étaient payées effectivement par eux.

Il opérait à l'angle de la rue Stéphenon et de la rue Jessaint, dans le XVIII^e arrondissement. Notre camarade complète ainsi précieusement les déclarations contenues dans nos T.S. numéros 121 et 122. Il nous donne le numéro de la voiture 6525 MJ 75. Sa couleur est grise.

Les camarades qui seront arrêtés lors de la campagne par des individus sortant d'une voiture garderont le sang-froid nécessaire pour noter le numéro de la voiture et nous le communiquer.

Avis à la F.N.E.F.

« France Etudiante, organe de la F.N.E.F., dans son dernier numéro distribué gratuitement (avec quels fonds ?), se permet d'attaquer bas-

sement notre camarade Laurent Schwartz, allant jusqu'à demander sa comparution devant le Conseil de l'Université pour avoir trahi « les valeurs essentielles de l'Université ».

Nul doute que *France Etudiante* apprécie peu l'activité qu'a su déployer Laurent Schwartz, pour son honneur et pour celui de l'Université, tout entière dans la lutte contre les tortures et contre la guerre d'Algérie.

Nul doute également que les rédacteurs de cette feuille rêvent du jour où Salan serait au pouvoir et Laurent Schwartz au banc des accusés.

Nous savions depuis longtemps que le président du comité Maurice Audin ne pouvait provoquer que la haine de ceux qui se sont rangés du côté des assassins du jeune mathématicien.

Mais nous ne tolérerons pas qu'ils l'expriment publiquement.

Qu'ils se le disent, et qu'on se le dise !

Auxerre

Une réunion publique aura lieu à Auxerre le vendredi 16 novembre, à 21 heures, salle des conférences du Théâtre Municipal, avec André Hauriou, professeur à la Faculté de Droit de Paris, vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme.

Rectificatif

Dans l'édition spéciale élections, concernant la vingtième circonscription, une très regrettable erreur s'est produite, concernant l'adresse de la permanence électorale. *Tribune Socialiste* s'en excuse très vivement auprès des personnes visées et de ses lecteurs.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : SUF 19-20 Tél. : PIG 65-21

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Publicité : Geneviève Mesguitche
71, rue des Saints-Pères Paris (6^e)

LE RACISME... « cette lèpre de l'âme ». Abbé PIERRE.

Lisez et surtout... faites lire.

UN PAVÉ DANS LA MARE

par RAYMOND LIPA

Quelques opinions :

Ce livre est une expression du véritable esprit socialiste, humaniste et républicain. André PHILIP.

Ce « pavé » aidera à combattre cette pieuvre du racisme aux innombrables tentacules. Jules ISAAC.

Ce petit livre constitue un très bel essai sur le racisme ; un plaidoyer simple, courageux, vécu. Robert ESCARPIT, « Le Canard Enchaîné ».

Au terme de ce livre utile, l'auteur a le droit de revendiquer la phrase de Goethe : « J'ai tulté, j'ai donc été un homme ». Gérard ROSENTHAL « Le Droit de Vivre ».

Ce livre est surtout une protestation contre la psychose raciste ; un écrit plein de tempérament et instructif. Arnold MANDEL « L'Arche ».

Le volume, 3,50 NF. Vente à Tribune Socialiste, 54, Bd Garibaldi, Paris-15^e.

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles ces 2 splendides volumes de VICTOR HUGO ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES et ROMANS COMPLÈTS



L'œuvre de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et par son rayonnement politique, l'Histoire tout court.

Et d'abord, son œuvre poétique, unique par son ampleur — 153.873 vers — et par sa prodigieuse variété qui en font un monument unique de notre littérature, mais qui était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des Matières de 34 pages.

Ce volume : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21 x 27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile tranche supérieure dorée à l'or fin, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc de profiter — car le tirage est en voie d'épuisement — des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire encore bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service Littéraire (la Librairie-Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris) le bon de commande ci-dessous. Ils recevront immédiatement, franco à domicile, les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo sans rien avoir à payer d'avance. Ils pourront également s'ils le désirent, souscrire, dès maintenant, au second volume actuellement sous presse et présenté avec le même luxe : LES ROMANS

COMPLÈTS DE VICTOR HUGO, à paraître en décembre.

Ce volume comprendra non seulement tous les romans de Victor Hugo dans leur texte intégral, mais en outre certaines ébauches inédites ou introuvables (par exemple *Les Misérables*, première version des « Misérables »), de nombreuses illustrations dessinées par Victor Hugo lui-même, etc.

Malgré les hausses, ce volume sera offert à nos lecteurs au même prix que les Œuvres Poétiques, mais en outre, ils pourront bénéficier d'une réduction de 10 % dans les conditions stipulées ci-contre et en remplissant la deuxième partie du bon ci-dessous. Mais qu'ils se hâtent car la souscription sera close très prochainement !

PRIX SPÉCIAL de chaque ouvrage

pour les lecteurs de « Tribune Socialiste » (France métropolitaine)

13,50 NF par mois (en 10 versements) ou

120 NF comptant (en 1 ou 3 versements)

PRIX de souscription immédiate pour LES ROMANS COMPLÈTS (à paraître en décembre), réduction exceptionnelle de 10 %, soit

9 versements de 13,50 NF au lieu de 10, le premier à la souscription, les 8 autres mensuellement après la livraison du volume ou

108 NF comptant (13,50 NF à la souscription, le soldo, soit 94,50 NF, après la livraison, en 1 ou 3 versements).

BON à adresser à la Librairie-Pilote (Service Littéraire de « Tribune Socialiste »), 30, rue de Grenelle, Paris-7^e. (Si vous ne désirez commander qu'un des deux volumes, biffer le paragraphe qui concerne l'autre.)

1. — Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo que je réglerai en 1 3 10 versements.

2. — Je souscris aux Romans Complètes de Victor Hugo. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de Librairie-Pilote, chèque bancaire de 13,50 NF. Ce versement me donnant droit à une réduction de 10 %, je réglerai le soldo après livraison en 1 3 8 versements.

Nom Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire :

Signature :

Revue du 7^e Art

FACE à un cinéma embourgeoisé, en proie aux censures politiques comme aux censures de l'argent, les ciné-clubs, la production militante, parallèle ou non, jouent leur rôle de diffuseurs de la culture, de témoins, de combattants. Dans cette perspective, il est bon de signaler aussi le rôle que jouent les revues spécialisées de cinéma qui, même si leur diffusion n'atteint pas les tirages de la grande presse, n'en jouent pas moins un rôle, car elles touchent un public actif et l'informent en même temps qu'elles le poussent souvent à s'organiser.

Nous avons déjà parlé de Premier Plan à l'occasion de sa publication sur Renoir ; dans cette utile collection de petites brochures commodes vient de sortir un Eisenstein écrit par Barthélemy Amengual. La Méthode semble s'orienter vers une formule similaire de numéros-spéciaux-brochures.

Parmi les autres revues utiles, signalons Contrechamp. Contrechamp se présente sous la formule originale d'un ensemble de fiches ; les études et critiques y sont sérieuses et fouillées, et depuis quelque temps l'on y trouve heureusement le grain d'humour qui manquait aux premiers numéros. Contrechamp cherche à être une revue de recherche marxiste.

Miroir du Cinéma, édité par les animateurs du ciné-club d'Aubervilliers, est plus qu'un bulletin intérieur de ciné-club. Réalisé dans une optique militante, Miroir du Cinéma vise à attaquer le mauvais cinéma et à défendre le bon... Les numéros spéciaux que cette revue a consacrés à Marker et Gatti, puis au Cinéma-Vérité, bousculent assez joyeusement les tabous. Pour la situer par rapport à Contrechamp, disons que le marxisme de l'une est plus orienté vers l'étude et la recherche, celui de l'autre plus vers le combat et la polémique. Mais il ne s'agit bien sûr que d'orientations, non de spécialisation.

Image et Son, la revue de l'U.F.O.L.E.I.S., appuie sa vaste diffusion sur le réseau des ciné-clubs de la Ligue de l'Enseignement. D'un caractère sérieux et fouillé, les études, fiches, renseignements publiés ne négligent jamais les caractères nécessairement politiques d'une défense de la culture et de la liberté. On voit trop souvent, en effet, des déclarations abstraites s'évanouir au moment de la lutte pratique.

La revue de cinéma qui, à gauche, semble avoir le plus de poids pour s'opposer à l'« apolitisme » et au « non-engagement » des Cahiers du Cinéma est Positif. Dirigée par un collectif qui comprend aussi bien des journalistes de gauche que des professionnels du cinéma, Positif a l'ambition de défendre une ligne critique engagée à la fois sur les plans individuel et collectif : attaquer le cinéma bourgeois, cela signifie aussi défendre à la fois le cinéma socialement engagé et le cinéma individuellement libérateur, poétique ou fantastique. Les numéros que Positif a consacrés cet été au cinéma français, et notamment les polémiques contre Georges Sadoul et André Bazin, ont soulevé des remous et des discussions. Moins austère est le dernier numéro où se trouve un hommage à Marilyn Monroe. M. R.

ON nous a reproché de ne pas avoir parlé de ce film : il en est temps encore, et tout en rattrapant un retard peu grave, signalons que nous ne pouvons, ici, passer en revue tous les films et que, lorsqu'il faut choisir, nous donnons la préférence aux films qui nous semblent aller dans un certains sens.



Brigitte Bardot et Robert Hossein.

Le Repos du guerrier a été et sera encore attaqué par des gens que nous n'aimons guère. Parce que c'est l'histoire d'une liaison — qui finit par un mariage, d'accord, mais quand même — parce que Renaud, le héros inventé par Christiane Rochefort, profère, par la bouche de Robert Hossein, des sentences anti-bourgeoises, parce qu'on y voit Brigitte Bardot déshabillée et qu'on suggère avec insistance la réalité des rapports physiques, ressentis comme satisfaisants, entre un monsieur et une dame — pour toutes ces raisons les cagots et les bigots crieront hola. Ils n'obtiendront sans doute pas que les maires interdisent le film — certaines interdictions abusives s'étant vues casser par les tribunaux administratifs — mais ils feront tout ce qu'ils pourront pour « contrer » le film.

Est-ce là une raison pour le défendre ? Certes pas. Le défendre au nom de la liberté d'expression s'il est victime de mesures abusives, d'accord. Mais pour le reste... Voir Brigitte Bardot au naturel est un spectacle qui n'est certes choquant que pour les imbéciles, et que nous avons tendance à trouver plutôt plaisant. Reste que Roger Vadim a voulu, avant tout, plaire à son public par des moyens dont il a certes le choix, mais qui n'apportent strictement rien sur le plan de l'expression ni du contenu. Ce produit manufacturé est aussi neutre et inintéressant qu'une pièce de théâtre de boulevard, ou qu'une revue nue pour touristes en guoguette. Que cela réponde à un besoin sociologiquement analysable, sans doute.

Pourtant, ce contact est l'expression d'une déception. Déception parce que le roman de Christiane Rochefort cachait un certain côté mélo sous une écriture vive et brillante ; déception parce que Roger Vadim commença sa carrière de réalisateur avec deux films plaisants, tendres et personnels qui laissaient augurer de lui bien mieux qu'un commerçant habile. Mais aujourd'hui, Et Dieu créa la femme et Sait-on jamais sont déjà des titres anciens, et Vadim est devenu l'un des bons artisans de la « qualité française » si demandée à l'exportation. Dans Le Repos du guerrier, le caractère polémique du personnage de Renaud ne choquera que les franges les plus rancieuses, les plus réactionnaires du public ; ça n'est pas assez méchant pour aller plus loin ; surtout, le personnage apparaît si singulièrement bête que l'on frémit en pensant que pour beaucoup, c'est là une peinture valable de « l'intellectuel parisien ». Non, ce Repos du guerrier n'est qu'apparemment violent. Il est, finalement, une contribution au plus traditionnel cinéma français, qui est un cinéma essentiellement bourgeois.

Marcel Ranchal.

Livres

LE JOURNAL DE MOULOU FERAOUN

LES « Journaux » intimes sont ou des produits littéraires élaborés pour la galerie, ou des témoignages où le calcul cède la place à la spontanéité. Celui de Mouloud Feraoun appartient à la deuxième catégorie (1). Il a, de plus, d'autres raisons de nous intéresser : la mort de son auteur, trop proche encore, et dont les détails sont dans toutes les mémoires, le sujet dont il traite essentiellement, la guerre d'Algérie. Entrepris au début de la lutte pour l'indépendance, ce « Journal » couvre l'essentiel des sept années du conflit. Il témoigne, on l'a déjà dit, du déchirement de Feraoun. De culture française — il fut instituteur — Feraoun

se sent lié à la France. Mais il se solidarise également avec le peuple algérien duquel il est issu. Toutes les pages du « Journal » courent ainsi dans un sens, dans l'autre. L'assassinat final par l'O.A.S. interrompra sa quête : c'est la démonstration tragique de l'impossibilité de s'en tenir à un juste milieu.

S'il s'agissait là d'un jeu d'écrivain, on oserait avancer quelques reproches : Feraoun voit les événements de l'extérieur. Il assiste ainsi au soulèvement de novembre 1955. Mais ne semble pas se sentir trop concerné. Il le comprend. Mais n'y participe pas. Et ainsi de suite. La solidarité

qu'il éprouve pour le peuple algérien, il la destine autant à la part qui refuse le colonialisme qu'à celle qui l'accepte. Tout réside plus au niveau psychologique qu'à celui de la conscience politique. Cela, peut-être, fera le poids du livre de Mouloud Feraoun : un exposé non partisan. Mais les crucifiés aussi pèsent dans la balance politique. Il n'est que de voir avec quel empressement suspect Le Figaro et Le Nouveau Candide ont salué cette parution.

Emile Copfermann.

(1) Editions du Seuil.

Rendez-vous sur la terre

de Pierre Hulin

Rendez-vous sur la terre (1) se rattache à ces romans qui retracent une vie humaine, on pourrait même dire la naissance d'un homme. Le héros décrit, sans emphase, est le troisième fils d'une famille très pauvre. Aussitôt après le certificat d'études, à douze ans, il commence à travailler dans une carrière de pierre à chaux. Peu à peu, par la lecture de Kropotkine, Voltaire, Rousseau, il se transforme en militant syndicaliste.

Un syndicaliste dans la bonne tradition d'avant 14 : révolutionnaire, un peu anarchiste, plein d'idées généreuses. Les luttes quotidiennes, les démêlés avec les patrons, la méfiance et la haine qu'au début du siècle les bien-pensants vouaient à toute idée de revendication sociale, nous sont racontés avec un style robuste et une justesse de ton qui n'ont rien à voir avec le populisme. P. Hulin ne cherche pas à émouvoir, ni même à convaincre. Il écrit comme on se souvient, avec un mélange d'attention et d'ironie. Les figures de femmes, surlout, ont un air Casque d'Or et Temps des Cerises.

Ce roman, c'est simplement la vie d'un homme qui a donné à tous les hommes rendez-vous sur la terre.

(1) Gallimard, éditeur. O. H.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 14 au 20 Novembre

A TRAVERS LE MIROIR
(V. O.)

STUDIO 43 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 14 au 20 Novembre
LA VIE CRIMINELLE
D'ARCHIBALD DE LA CRUZ
de Luis BUNUEL

Au même programme :
TERRE SANS PAIN, de BUNUEL

LES REVUES

LA dernière livraison des Lettres Nouvelles nous apporte une intéressante étude d'Isaac Deutscher : « Les vues de Trotsky sur l'Art », vues portant sur les futuristes, Maïakovski, et la culture. Deutscher souligne que Trotsky insistait sur la dualité de l'art bourgeois qui, d'une part, témoigne de l'individualisme bourgeois, mais sert en même temps de véhicule à la revendication sociale. A propos de la « culture prolétarienne », Deutscher nous rappelle que Trotsky a écrit : « Le prolétariat a pris le pouvoir précisément en vue de mettre fin à jamais à la culture

de classe et de frayer la voie à une culture universelle. »

D'autre part, la revue nous fournit des textes de Michel Butor, Jean-Pierre Faye et une étude de Earle Birney : « Malcolm Lowry, poète méconnu. »

O. H.

Directeur-Gérant de la publication :
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
62-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

L'AFFAIRE VANDEPUTTE



(Keystone.)

Le box des accusés : tous les cinq ont été acquittés.

Un problème désormais posé aux législateurs et aux médecins

Il y a quelques semaines, Sherry Finkbine est allée se frayer un chemin à travers les montagnes de son père inguérissable. Il a été acquitté.

Il y a quelques semaines, Sherry Finkbine est allée se faire avorter en Suède pour ne pas donner le jour à un être difforme.

Aujourd'hui, Suzanne Vandeputte, sa famille et le docteur Casters sont acquittés par le jury de Liège pour le meurtre d'un nouveau-né sans bras.

Chaque fois, des individus qui n'étaient pas des criminels ont pris la décision de supprimer la vie malgré les lois de leur pays et les commandements de l'Écriture. Aucun d'entre eux n'a cherché à nier ou à camoufler son acte. C'est-à-dire que, tout en le commettant, par la manière même dont ils le commettaient, ces hommes et ces femmes se reconnaissaient le droit de le commettre.

Une revendication

Cet acte, même s'ils n'y songeaient pas, même s'ils avaient bien autre chose en tête, prenait ainsi figure de revendication. Et l'on constate qu'en pareil cas l'opinion publique suit et approuve.

Dans le cas du procès de Liège, elle s'est spontanément mobilisée pour dire, non pas (ou non pas seulement) « Ayez pitié », mais : « Ces gens ne sont pas coupables. » Elle a eu le sentiment de mener une bataille (on redoutait une émeute si la condamnation était intervenue) et elle a accueilli le verdict d'acquiescement comme une victoire.

La plupart des journalistes présents ont constaté qu'à aucun moment l'existence et l'utilisation du Softenon n'avaient été au centre des débats. De fait, non seulement Suzanne Vandeputte ignorait l'effet du médicament sur la malformation de sa fille, mais il y a toujours eu des monstres, pour des raisons inconnues, et, si le Softenon n'avait pas été en cause, rien n'aurait été changé, quant au fond, à la nature du drame.

« Faire quelque chose »

Toutefois, il n'est pas sûr qu'en pareil cas la protestation populaire aurait revêtu l'ampleur qu'on lui a vu déployer. La connaissance des ravages de la Thalidomide, la nouvelle que la sœur du Dr Casters avait mis au monde, à son tour, un bébé monstrueux, ont certainement fortifié le public dans sa conviction qu'il fallait « faire quelque chose », qu'on ne pouvait laisser la justice suivre son cours. A partir du moment où la science humaine nous réserve ce genre de malheurs, même si personne n'est, à proprement parler, responsable et si — comme il est fort possible — les contrôles médicaux ne suppriment jamais complètement de telles menaces, alors il n'est pas tolérable que soient jugés, selon les lois habituelles ceux qui, victimes de ce coup imprévu, impuissants, abandonnés, ont choisi l'issue qui leur paraissait la moins atroce.

Pour beaucoup d'hommes et de femmes, le monde n'a plus tout à fait la même figure depuis qu'ils connaissent l'existence de la Thalidomide. Ainsi, le sentiment d'un danger

collectif a fait apparaître, sous une lumière aveuglante, l'injustice affreuse du cas individuel.

En face de cette opinion déchaînée, ceux qui préféraient une condamnation morale et qui réclamaient des sanctions n'avaient à opposer que deux sortes d'arguments :

— d'abord des formules absolues : « Tu ne tueras point... » « Une mère qui tue son enfant est, elle-même, un monstre », etc. ;

— ensuite, l'argument éternel des partisans de la répression : si l'on cède sur un point, on ne s'arrêtera plus.

L'enfant-phoque

C'est-à-dire des arguments essentiellement réactionnaires, dont la formulation catégorique dissimule une peur profonde : refus de considérer le cas en lui-même par crainte de fléchir, méfiance à l'égard de l'humanité, comme si la plupart des gens étaient des meurtriers en puissance qui n'attendent que l'assurance de l'impunité pour commettre leurs crimes.

Or, si quelque chose saute aux yeux, c'est que le meurtre commis en la circonstance a été le contraire d'un crime, puisque la mère a préféré tuer son enfant plutôt que de s'en débarrasser. « Vous pouviez le mettre dans une institution », a dit le président. C'est justement ce qu'elle n'a pas voulu : infliger à cet enfant-phoque, « qui avait un cerveau », des années et des années d'une vie misérable et atrophiée, toute une vie invivable. A ses yeux, c'eût été le vrai crime. Hypocrite et lâche de surcroît.

Le docteur Casters, qui avait préconisé le Softenon d'un côté, la mère qui avait enfanté le monstre de l'autre, responsables tous deux, quoique innocents, ont assumé leur responsabilité jusqu'au bout.

Certes, dans une société organisée on ne se fait pas justice soi-même. Mais, que faire quand les lois n'ont rien prévu ? Les accusés se sont trouvés pris dans le mécanisme d'une justice qui passait inmanquablement à côté de la question.

C'est ce que l'opinion publique a senti instinctivement, et d'autant mieux que le cas, ainsi que nous le disions, cessait de paraître exceptionnel. Et c'est aussi ce qu'exprime la réponse unanime du jury.

Un problème social

Ni le réquisitoire du parquet, ni les déclarations du Pape et des autorités catholiques n'ont pu prévaloir contre le fait que, dans les circonstances actuelles, l'affaire de la famille Vandeputte et du docteur Casters ne relevait pas des tribunaux.

La question est posée désormais aux législateurs et au corps des médecins. Comme le planning familial, comme l'euthanasie, c'est le type même de question que doit se poser et résoudre une société qui se dit civilisée.